

Deux événements

al-Balagh, 22 mars 1945

Il ne fait aucun doute que le Proche-Orient occupera très largement l'opinion publique mondiale aujourd'hui, et dans les jours qui suivront. Il ne fait même aucun doute qu'il sera, après les affaires de la guerre elle-même, ce qui occupera le plus l'opinion publique mondiale en ces jours mêmes. Deux événements graves se produisent en effet au Proche-Orient, des événements appelés à avoir l'effet le plus profond et le plus durable sur la vie future du monde. Le premier se déroule au Caire cet après-midi même, lorsque se réunit la conférence de la Ligue arabe, lorsque la charte de cette Ligue est signée, et lorsque cette Ligue devient un fait établi, une force considérable dans la vie des nations qui y prennent part, d'une part, et dans les relations entre ces nations et le monde européen et américain, d'autre part.

Il suffit, même au moins cultivé et au moins informé des affaires mondiales, de regarder l'état des pays arabes au début de ce siècle, puis entre les deux grandes guerres, puis dans la vie nouvelle que ces pays entament aujourd'hui, pour voir que l'Orient arabe a franchi des étapes vastes et considérables — non seulement pour recouvrer sa propre liberté et son indépendance, mais aussi pour convaincre le monde européen et américain qu'il possède des droits qui doivent lui être restitués, des choses sacrées qui doivent être respectées, et une dignité qui doit être préservée.

Tous ces pays arabes étaient jadis soumis à l'autorité des Turcs ottomans, avec des degrés variables de rigueur ou de faiblesse, mais soumis tout de même. L'Égypte, au début de ce siècle, se distinguait de ces pays par une liberté intérieure et extérieure considérablement entamée. L'Égypte était libre, mais d'une liberté limitée par rapport à la Turquie ; les armées britanniques occupaient son sol, et la politique britannique dominait ses affaires. L'Égypte était néanmoins mieux lotie que ses voisines, jouissant d'une large liberté d'opinion, et d'une liberté garantie pour les individus comme pour les collectivités. Le Caire était, pour cette raison, un havre et un refuge, attirant le cœur des Arabes venus de tous les pays arabes, abritant ceux que redoutait le sultan turc, qui y trouvaient sécurité et liberté, et y déployaient une activité qui leur profitait autant qu'elle profitait aux Égyptiens eux-mêmes.

Vint ensuite la dernière guerre, et des épreuves bien connues s'abattirent sur ces pays arabes, épreuves qui aboutirent toutes à un bien limité — mais un bien indéniable néanmoins. L'Égypte recouvra une bonne part de son indépendance, et continue de réclamer ce qui lui en manque encore ; l'Irak franchit de larges étapes, obtenant une indépendance comparable à celle de l'Égypte ; la péninsule Arabique recouvra son indépendance entière ; la Syrie et le Liban gagnèrent une indépendance entachée par le Mandat, avant de se libérer de ce Mandat à mesure que progressait la présente guerre. Il est certain que la différence entre la vie de ces pays au début de ce siècle et leur vie entre les deux grandes guerres paraît considérable aux yeux d'un étranger, venu d'Europe ou d'Amérique — mais elle est loin de nous satisfaire, car nos propres idéaux sont bien plus grands que ce que nous avons atteint, et d'une bien plus haute portée que le stade où nous en sommes. Il est tout aussi certain que le pas que nous franchissons aujourd'hui constituera une étape décisive dans l'histoire de cet Orient arabe, car il nous portera, d'un seul et grand bond, vers ces idéaux mêmes.

L'Orient arabe était soumis au début de ce siècle, puis devint libre au milieu de ce même siècle, et voici qu'il organise désormais ses propres affaires et prend part, dès aujourd'hui, à l'organisation du monde — tout cela avant même que le siècle n'ait atteint sa moitié. Les pessimistes sont libres de considérer ce développement avec toute la méfiance que leur inspire leur propre pessimisme ; les rusés, parmi les hommes politiques occidentaux, sont libres d'afficher leur approbation tout en dissimulant leur ressentiment, de proclamer leur admiration pour ce développement tout en le déconsidérant en secret. Rien de tout cela ne changera en rien la vérité. Et la vérité est qu'il a toujours brûlé, dans cet Orient arabe, une braise de vie libre qui ne s'est jamais tout à fait éteinte, mais qui, depuis le début de ce siècle, n'a cessé de s'embraser, jusqu'à remplir la Méditerranée orientale de force, de chaleur et de lumière, devenant trop forte pour être vaincue, et plaçant le colonialisme européen dans une position qui le contraint à reculer, peu à peu, qu'il le veuille ou non.

Ce qui remplit le cœur des Égyptiens de satisfaction et de joie, et y répand une véritable fierté et une véritable dignité, c'est que l'Égypte a occupé, tout au long de cette évolution, une place distinguée : elle fut la première à se libérer de l'autorité ottomane, au siècle dernier ; elle fut celle qui accueillit ses frères arabes sur son propre sol, les abritant sous sa propre ombre, lorsque la pression de cette autorité sur eux se fit sévère ; elle fut celle qui ouvrit la voie à la libération de l'influence

européenne, la première à l'emprunter, et qui traça les plans pour ceux qui souhaitaient l'y suivre. Elle fut, de surcroît, celle qui appela aux concertations arabes pour organiser la coopération entre les pays de l'Orient arabe, et celle qui posa le fondement solide de cette coopération lors de la conférence d'Alexandrie, en octobre dernier. Les Arabes n'oublieront jamais cette voix égypto-arabe qui leur diffusa le protocole d'Alexandrie, le soir du samedi 7 octobre 1944. Et les Arabes n'oublieront pas non plus ces voix arabes qui leur annonceront ce soir même que l'édifice dont les fondations furent posées en octobre dernier est désormais achevé, et qu'il commence, dès aujourd'hui, à affronter les événements et à surmonter les épreuves. L'Égypte a tout lieu d'être satisfaite ; les Arabes ont tout lieu de se réjouir ; et l'Orient arabe a tout lieu d'accueillir sa vie nouvelle avec des espoirs sans limite. Mais il appartient aussi à cet Orient arabe de ne pas oublier, et il ne l'oubliera pas, que la vie n'est pas faite d'espoirs seulement, mais d'espoirs et d'œuvres tout ensemble.

Voilà pour l'un des deux événements qui occuperont l'opinion publique mondiale en ces jours-ci. Quant à l'autre événement, il ne répand dans les cœurs ni satisfaction, ni dans les âmes allégresse — mais il n'appelle pas non plus, en même temps, au désespoir, ni ne pousse à l'abattement. Il s'agit de la complication survenue dans les relations turco-russes. Les choses étaient demeurées stables, entre ces deux voisines, sur la base d'un traité garantissant amitié, coopération et bon voisinage, conclu en 1925 — jusqu'à ce qu'il vienne à l'esprit de la Russie d'informer sa voisine qu'elle ne renouvellerait pas ce traité tel quel, les circonstances survenues, et déjà en train de transformer le monde, le laissant en besoin de nombreux amendements. Cela signifie que la Russie suivra, avec sa voisine, l'une de deux voies : la première, lui soumettre les amendements qu'elle propose au traité — c'est-à-dire lui présenter des revendications devenant l'objet de négociations ; la seconde, que chacune des deux voisines conserve sa propre liberté, et vive comme vivent les États pacifiques, exposées l'une et l'autre à tout incident ou problème pouvant survenir.

Il ne sert à rien de chercher les raisons qui ont poussé la Russie à ce geste de colère qu'elle a posé hier ; ces raisons sont parfaitement claires. Tout le monde n'est pas capable de faire preuve de cette patience et de cette retenue, ni d'affecter cette réserve si proche de la froideur, comme le font les Anglais ; certains, au contraire, voient dans cette patience une faiblesse, et dans cette réserve une lourdeur que leur propre nature et

leur tempérament refusent. Et il est vrai que la conduite de la Turquie envers les Alliés, durant cette guerre, peut se décrire, à tout le moins, comme une conduite dont les apparences suscitaient l'irritation et poussaient au malaise.

Elle avait entretenu, avec sa voisine la Russie, l'amitié la plus limpide qui soit, et avait reçu de cette même voisine une aide matérielle et morale considérable pour libérer son propre territoire et recouvrer son propre rang après la précédente guerre. Elle avait été, en apparence du moins, presque l'alliée de la Russie. Puis, à peine cette guerre-ci approchait-elle, qu'elle conclut sa propre alliance avec les deux puissances occidentales, la France et l'Angleterre — ce qui laissait entièrement présager qu'elle ne maintiendrait pas une neutralité continue une fois la guerre parvenue au Proche-Orient. Et pourtant, elle maintint cette neutralité continue lorsque l'Italie et l'Allemagne attaquèrent ses propres alliés dans les Balkans, et lorsque la position de ses alliés en Europe occidentale devint des plus périlleuses ; puis elle maintint cette neutralité continue encore, lorsque Hitler donnait à croire aux hommes, par la parole comme par les actes, que la puissance russe était sur le point de s'effondrer, et lorsque les armées allemandes atteignirent le Caucase.

Elle ne s'arrêta pas là non plus : plus la guerre s'intensifiait, plus elle réaffirmait son amitié envers l'Allemagne. La France, quant à elle, ne pouvait ni rien faire ni rien dire. La Grande-Bretagne et l'Amérique, elles, affectèrent la patience et la retenue, avant d'en venir finalement aux avertissements et aux menaces. La Russie, pour sa part, ravala sa colère et préféra un silence imposant et inquiétant. Puis vint la défaite allemande, et les préparatifs pour organiser le monde. Et voici la Turquie déclarant la guerre pour prendre part à cette organisation, et voici qu'elle est invitée à y prendre part. La France, elle, n'a rien dit, et n'avait rien à dire, ayant elle-même refusé de figurer parmi les invités à la conférence de San Francisco — ce qui n'a pas empêché sa propre presse et sa propre radio de laisser paraître un certain dépit amer, la France n'ayant pas oublié qu'elle avait jadis provoqué la colère du monde arabe en cédant à la Turquie le sandjak d'Alexandrette. La Grande-Bretagne et l'Amérique, elles, ont laissé le passé de côté, tournant leurs pensées vers la paix à venir, et ont accueilli avec satisfaction l'entrée de la Turquie dans les Nations unies.

La Russie, quant à elle, a invité la Turquie parmi les invités de San Francisco, mais sans dissimuler le ressentiment qu'elle éprouvait, et sa

propre presse et sa propre radio se sont livrées à une critique poussée de la conduite turque. La Turquie fut ensuite informée que la Russie ne renouvellerait pas le traité existant entre elles, celui-ci ayant un besoin urgent d'amendement. Il est clair que cet événement a produit une forte impression, d'abord en Turquie même, puis dans les capitales alliées, et qu'il donnera lieu à beaucoup de propos et à beaucoup de réflexion — mais il ne sera pas, pour autant, matière à crainte ou à suspicion. Deux choses en sont la raison : d'abord, qu'il existe, en politique, assez de souplesse pour réparer ce qui est brisé, redresser ce qui est tordu, et renouer l'amitié entre voisins ; ensuite, que les conférences qui se tiendront prochainement pour organiser le monde et établir la paix trouveront sans doute les moyens de préserver ces deux voisines de tout ce qui pourrait les précipiter vers une véritable discorde.

Il est juste de noter que M. Churchill a récemment déclaré, à la Chambre des communes britannique, qu'il n'y a aucun moyen de nier les faits, ni de rejeter les évidences. Il existe, dans le monde, de grandes nations et de petites nations ; il existe, dans le monde, des États puissants et des États faibles, et il n'y a aucun moyen de le nier, ni de nier les conséquences qui en découlent. Mais il est tout aussi juste de noter que le professeur Beveridge a livré une analyse véritablement pertinente du projet qui fera l'objet des débats de San Francisco.

Ce qui apparaît le plus clairement et le plus nettement, c'est que la Turquie, si elle n'est pas l'alliée de la Russie, est du moins l'alliée de la Grande-Bretagne et l'amie de l'Amérique ; il ne fait donc aucun doute que les choses évolueront de manière à garantir la paix au Proche-Orient, et à permettre à la Turquie d'entrer dans sa vie nouvelle, au sein du monde nouveau, tout comme y entrent les autres nations — avec beaucoup d'espoir, entouré de problèmes réels, et nécessitant, lui aussi, beaucoup de travail.

Quoi qu'il en soit, le Proche-Orient sera, ces jours-ci, le sujet de toutes les conversations et de toutes les études, et il occupera peut-être l'opinion publique mondiale au détriment des affaires polonaises — qui se compliquent toujours davantage sans se rapprocher d'une solution — et au détriment des affaires roumaines, toujours confuses, et qui exigent des consultations entre les Alliés réunis en Crimée. Et qui sait — peut-être les événements de la guerre, en Orient comme en Occident, détourneront-ils un temps le monde de tous ces propos.